

et être exempte de certains désavantages qu'entraîneraient les émissions faites par les Etats, séparément, elle est cependant par sa nature tellement sujette à abus que le gouvernement fera preuve de sagesse en ne se hasardant jamais à employer ce séduisant et dangereux expédient.

“ Dans les temps de tranquillité, ces émissions pourraient ne pas avoir de mauvaises conséquences ; on pourrait peut-être même en faire découler de bons effets ; mais dans les circonstances critiques, il y a presque certitude morale qu'elles deviendraient funestes. Comme il est bien plus facile de frapper du papier-monnaie que de prélever des taxes, un gouvernement qui émettrait du papier, serait très-exposé, dans les occasions difficiles, à exagérer l'emploi de cette ressource, afin d'éviter autant que possible le recours à une autre plus capable de compromettre sa popularité du jour. Si l'on n'allait pas jusqu'à en faire une chose tout-à-fait vaine, il est du moins vraisemblable qu'on abuserait de l'émission du papier-monnaie au point d'occasionner une situation factice et exagérée. Au nombre des différences importantes à signaler entre le papier-monnaie émis par la seule autorité du gouvernement et celui d'une banque, et payable en espèces, est celle-ci : dans le premier cas, il n'y a pas de règle à invoquer pour déterminer le montant qu'autorisent les besoins de la circulation ou celui qui les excède ; dans le second cas, la demande est la règle ; d'où il suit que la limite se trouve dans la nature même de la chose, tandis que les émissions faites par autorité du gouvernement n'ont pour mesure que sa propre discrétion.”

Sir Robert Peel dit : “ Un autre point à considérer est celui de savoir si les profits que rend nécessairement l'agent monétaire doivent être réservés au gouvernement ou si on doit les laisser aux particuliers. Le seul avantage que j'aie pu trouver dans une banque d'Etat, ou en faisant la comparaison avec une compagnie privée, est celui d'avoir à sa tête des personnes responsables ; ce qui est profitable au public ; mais d'un autre côté, je crois que cet avantage est bien plus que balancé par les maux politiques que produirait inévitablement une banque placée sous le contrôle du gouvernement. Je crois que si on laisse aux mains de l'Etat le contrôle de l'agent de circulation, il en résultera des très-fâcheuses conséquences.”

T. WOODSIDE.

*Réponses de M. Cassels, caissier de la banque de Gore.*

1. Pendant la période mentionnée, le commerce en Ontario, était généralement dans une condition sûre et satisfaisante. La moisson de l'année précédente avait été certainement très-bonne ; et les produits de toutes sortes se vendaient bien.

2. Dans la dernière partie d'octobre, la grande demande d'argent produisit un resserrement temporaire. Cette circonstance et l'état peu favorable des marchés anglais, entravèrent les opérations sur les denrées, et quoique vers le milieu de novembre les banques escomptassent encore facilement—la demande des produits étant limitée—les affaires en général éprouvèrent un malaise momentané.

3. Les principales causes de la perturbation monétaire et du malaise commercial qui s'en suivit pendant la période mentionnée dans la question 2, ont été la suspension de la banque Commerciale du Canada, événement auquel le public n'était pas préparé, et le sentiment général de défiance qu'il fit naître chez les fermiers à l'endroit des autres banques d'Ontario, sentiment qui se traduisit par une “ course ” sur plusieurs d'entre elles. On a dit dans le temps que l'action de la banque de Montréal, avant et après la suspension de la banque Commerciale, avait augmenté la défiance qui existait alors contre les banques. Cette accusation a été subséquemment réfutée (voir procès-verbal des délibérations des directeurs), et l'on doit maintenant admettre que, si ce n'eût été du secours opportun et libéral offert par cette banque, la défiance se serait propagée et aurait eu les conséquences les plus graves.

Les comptes-rendus de situation des banques insérés dans la *Gazette du Canada*, ne me mettent pas en état de dire quel a été l'effet produit sur les opérations des banques d'Ontario ; mais la comparaison des états des banques en Ontario et en Québec pour les mois de septembre, octobre et novembre, donne le résultat suivant : l'état du mois de septembre fait voir que les billets et les lettres de change escomptés ont été \$53,522,981.84 ; l'état du mois d'octobre s'élève à \$55,560,282.11 ; ce qui fait pour ce mois une augmentation de \$2,037,300.27 ; l'état de novembre est de \$52,723,293.09, ce qui donne \$899,688.-